



## Dépenses fiscales en Afrique subsaharienne

*Note introductive élaborée pour le webinaire « Publication des rapports sur les dépenses fiscales : portée opérationnelle et perspectives » de la Plateforme française interministérielle sur la mobilisation des ressources intérieures publiques (MRIP)*

---

### Un enjeu clé pour la transparence et la mobilisation des ressources

Les dépenses fiscales (DF) représentent un enjeu majeur pour la mobilisation des ressources intérieures et, plus largement, pour la politique budgétaire. En tant que dérogations au système fiscal de référence, elles représentent une forme implicite de dépense publique qui affecte directement le niveau des recettes ainsi que la soutenabilité budgétaire. Leur évaluation régulière est donc indispensable pour éclairer la politique fiscale, renforcer la transparence et améliorer la mobilisation des recettes fiscales.

Les DF sont des dispositions dérogatoires au système fiscal de référence accordant un traitement préférentiel à certains contribuables, activités, secteurs ou zones géographiques (Berg et al., 2024). Leur analyse vise à éclairer les décideurs en matière de politique fiscale. Pour cela, deux démarches d'évaluation complémentaires sont nécessaires : 1) l'estimation de leur coût budgétaire et 2) l'évaluation de leur pertinence au regard des objectifs initiaux qui leurs sont attribués (Geourjon et al., 2018).

Dans de nombreux pays du continent africain, le suivi des DF au moyen de rapports annuels dédiés, souvent en annexe des Loi de finances, s'est progressivement institutionnalisé depuis le milieu des années 2000 mais demeure marqué par des pratiques hétérogènes (Schneider et al., 2025). Ces rapports visent non seulement à renforcer la transparence budgétaire, mais également à soutenir la mobilisation des recettes en identifiant les mesures dérogatoires dont la justification ou l'efficacité doit être réexaminée (Caldeira et al., 2022).

Cette note propose une cartographie du reporting des DF en Afrique à partir de la Global Tax Expenditures Database (GTED). L'objectif est d'identifier les dynamiques d'ancienneté et de régularité de publication de ces rapports, deux indicateurs clés de la maturité des systèmes nationaux de gouvernance budgétaire.

## **Données et méthodologie : le rôle de la Global Tax Expenditures Database**

Produit conjointement par le Conseil des politiques économiques (CEP) et l'Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS), la base de données GTED recense les informations officielles et publiques sur les DF publiées par les gouvernements dans le monde depuis 1990. Elle couvre 116 pays, dont 35 pays africains, et fournit lorsque disponibles les estimations de manque à gagner fiscal, le nombre de bénéficiaires de chaque disposition, le nombre de mesures recensées ainsi que la date de publication de chaque rapport sur les dépenses fiscales. La notion de rapport sur les DF est entendue au sens large : la base GTED rassemble aussi bien des rapports complets qu'incomplets, ainsi que des informations agrégées ou partielles, dès lors qu'elles permettent d'observer l'utilisation effective des dépenses fiscales. La base collecte également des métadonnées, telles que la définition de chaque disposition, sa base légale et sa durée.

Deux dimensions sont utilisées dans cette note :

1. L'ancienneté du reporting, mesurée par la première année de publication d'un rapport ;
2. La régularité, mesurée par la continuité des publications dans le temps.

Une typologie croisée (ancienneté × régularité) permet ensuite de distinguer six profils de maturité.

### **L'évaluation des dépenses fiscales : une diffusion progressive depuis 2005**

La première dimension analysée est l'année de première publication d'un rapport sur les DF.

Sur cette base, trois groupes de pays ont été définis :

- Les pays à reporting ancien, dont la première publication se situe entre 2005 et 2011 ;
- Les pays à reporting moyennement ancien, avec une première publication entre 2012 et 2018 ;
- Les pays à reporting récent, qui ont commencé à publier à partir de 2019.

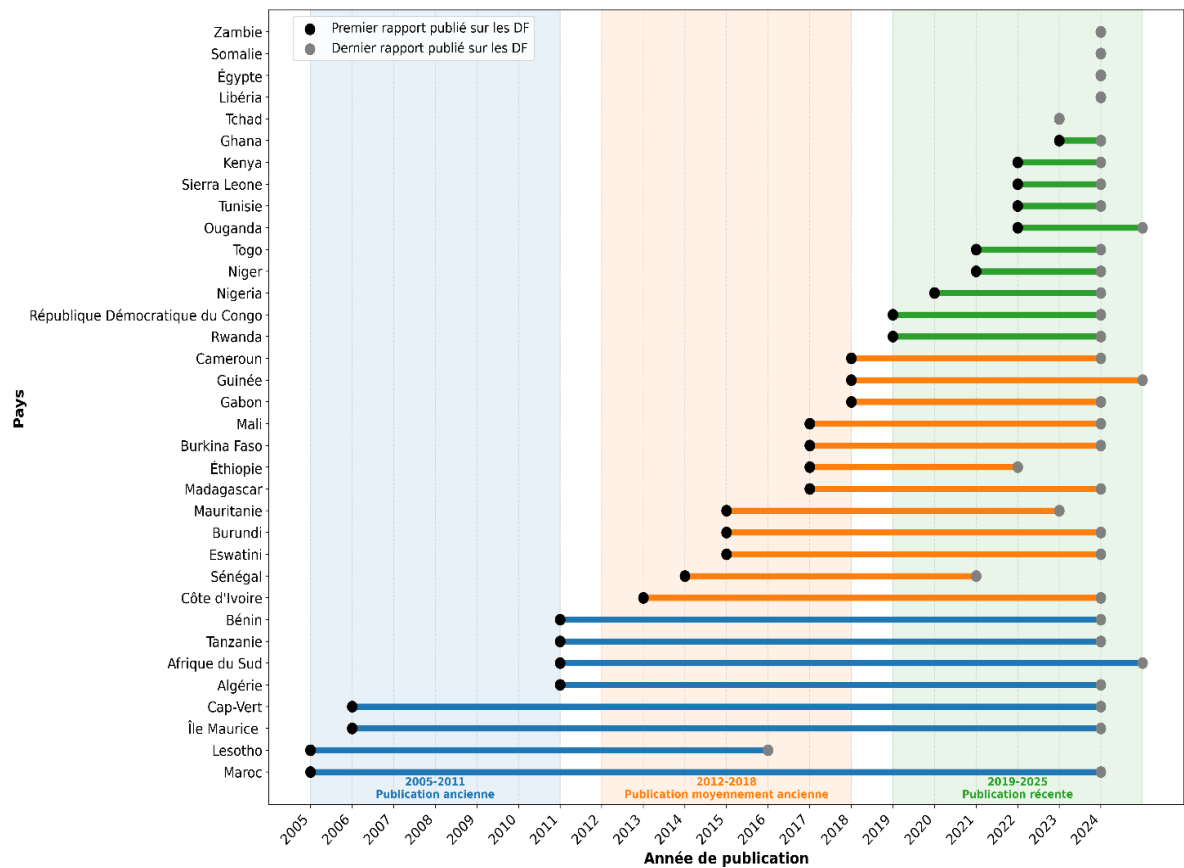
Le graphique 1 montre une diffusion progressive du reporting des DF en Afrique. Un noyau de pays pionniers s'est engagé dès le milieu des années 2000, suivi d'une généralisation progressive à partir du milieu des années 2010. Certains pays, comme le Maroc, le Lesotho, l'Algérie et le Cap-Vert, disposent d'une longue tradition de reporting, publiant leurs rapports depuis le milieu des années 2000.

La majeure partie des pays qui publient appartiennent au groupe de publication moyennement ancienne. On y retrouve notamment le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Ghana et Madagascar.

Enfin, un groupe de pays composé notamment de l'Égypte, du Tchad, du Togo ou encore de la Tunisie, confirme l'élargissement récent du processus d'intégration de la transparence fiscale dans les pratiques budgétaires.

Globalement, on observe une tendance à l'extension progressive du reporting des DF à travers le continent, passant d'un noyau initial de pays pionniers à un nombre croissant de pays adoptant ces pratiques ces dernières années. En 2024, 35 pays africains sur 54, soit 65%, avaient publié au moins une année, un rapport sur les DF.

**Graphique 1** : Ancienneté de publication des rapports sur les dépenses fiscales



**Source** : Auteurs à partir de la base GTED.

**Note** : Pour des pays comme la Zambie, la Somalie, l'Égypte, le Libéria et le Tchad, leur première année de publication correspond à leur dernière année de publication.

### Régularité des rapports : un indicateur de maturité institutionnelle

Si la première étape consiste à publier un rapport sur les DF, la suivante est d'assurer la régularité et la pérennité de leur publication pour atteindre les objectifs initialement visés. La régularité permet entre autres de suivre l'évolution des DF sur plusieurs exercices<sup>1</sup>, d'évaluer la pertinence des mesures dans le temps, d'informer sur les arbitrages budgétaires annuels et de

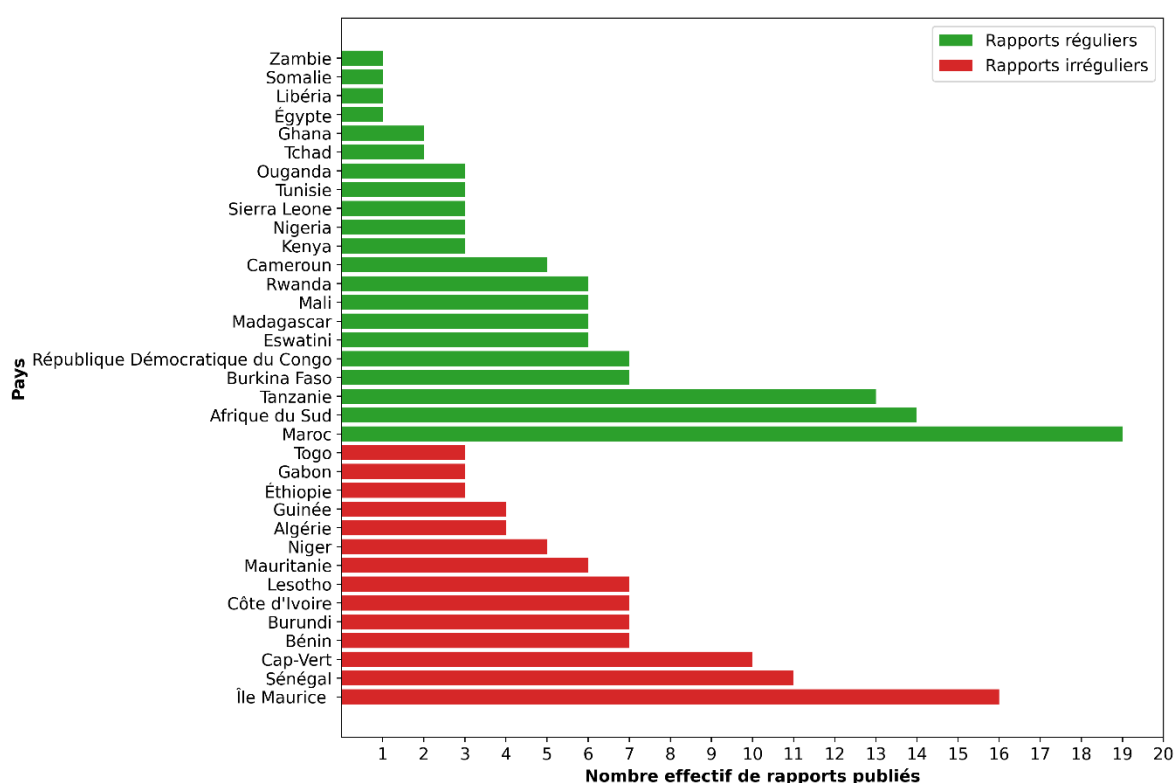
<sup>1</sup> L'évolution dans le temps du coût global des DF doit toutefois être interprétée avec beaucoup de prudence, celui-ci dépendant du périmètre des DF évaluées chaque année et d'éventuelles modifications du système fiscal de référence.

pérenniser les efforts en matière de bonne gouvernance. Ainsi, une seconde cartographie permettant de distinguer les pays à publication régulière de ceux à publication irrégulière est réalisée. Un pays est considéré comme irrégulier lorsqu'aucun rapport n'est publié deux années de suite<sup>2</sup>.

Le graphique 2 répartit les pays en deux groupes selon la régularité de leurs rapports. La majorité des pays africains publient de manière régulière leurs rapports, signe d'un effort soutenu de transparence budgétaire et de continuité dans le suivi des DF. Parmi eux, le Maroc, l'Afrique du Sud, la Tanzanie ou encore le Burkina Faso se distinguent par la constance de leurs publications sur plusieurs années.

À l'inverse, certains pays présentent des reporting irréguliers, marqués par des interruptions ou une absence de périodicité claire. L'Algérie, le Bénin, le Sénégal et le Cap-Vert constituent des cas notables: bien qu'ils aient publié plusieurs rapports, la régularité de leurs publications demeure inconstante.

**Graphique 2** : Répartition des pays selon la régularité des rapports sur les dépenses fiscales



**Source** : Auteurs à partir de la base GTED.

<sup>2</sup> Il est à noter que ce choix des auteurs diffère de celui retenu dans la base GTED qui considère que la publication est irrégulière seulement après une année.

## Combinaison de l'ancienneté et de la régularité des rapports

Les deux dimensions, ancienneté et régularité, ont été combinées afin d'établir une typologie plus complète des pratiques de reporting dans les pays africains. Cette classification croisée permet de distinguer six profils, allant des pays disposant d'une tradition ancienne et régulière de publication jusqu'à ceux dont le reporting est récent et irrégulier.

Comme le montre le graphique 3, certains pays africains, notamment le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tanzanie, se distinguent par des publications anciennes et régulières, illustrant un engagement soutenu dans la transparence budgétaire. À l'inverse, l'Algérie, le Bénin, le Cap-Vert, l'Ile Maurice et le Lesotho présentent une irrégularité persistante malgré leur ancienneté dans l'exercice et, dans certains cas, un nombre parfois élevé de rapports publiés.

Un deuxième groupe de pays, composé du Burkina Faso, du Cameroun, de l'Eswatini, de Madagascar et du Mali, affiche des publications moyennement anciennes et régulières, ce qui témoigne d'un renforcement progressif de la transparence. D'autres pays de même ancienneté, notamment le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, la Guinée, la Mauritanie et le Sénégal, connaissent des publications irrégulières, marquées par des interruptions ou une périodicité incertaine.

Enfin, plusieurs pays ayant récemment commencé à publier leurs rapports, tels que le Tchad, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Nigeria, le Rwanda, la Sierra Leone, la Somalie, la Tunisie et l'Ouganda, se distinguent par des publications régulières, même si le nombre de rapports demeure encore limité. À l'inverse, le Niger et le Togo, publient depuis récemment de manière irrégulière, reflétant des pratiques de reporting encore peu stabilisées.

Enfin, 19 pays n'ont pas encore publié de rapport sur les DF.

**Graphique 3** : Répartition des pays par ancienneté de publication et régularité des rapports



**Source** : Auteurs à partir de la base GTED.

La diffusion de l'évaluation des DF en Afrique constitue une avancée majeure pour la transparence budgétaire et la mobilisation des ressources intérieures. Toutefois, l'analyse fait apparaître des écarts importants en matière d'ancienneté et de régularité des publications, révélant des niveaux contrastés d'engagement en faveur de la transparence budgétaire susceptibles d'avoir un impact sur la mobilisation des ressources intérieures publiques et la conduite de la politique fiscale.

## Références

Berg, S., A. Redonda., C. von Haldenwang., F. Aliu., (2024). "Pocket Guide on Tax Expenditures for Parliamentarians". International Tax Compact (ITC), Bonn, Germany.

Caldeira, E., Geourjon, A-M., et Laporte, B., (2022). "L'évaluation des effets économiques et sociaux des dépenses fiscales : les grands principes méthodologiques". Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI).

Geourjon, A-M., Bouterige, Y., Caldeira, E., de Quatrebarbes, C., et Laporte, B., (2018). "L'évaluation des dépenses fiscales : des principes à la pratique. Guide méthodologique". Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI).

Schneider, T., Garimell, S., Liu, L., Naitram, S., Sever, C., Simione, F., Jankulov Suljagic, I. and Zhang., Q., "Tax Expenditures in Sub-Saharan Africa", *IMF Departmental Papers* 2025, 006 (2025).